

P E T E R G R U P P

L'Allemagne
dans le Bulletin du Comité de l'Afrique Française
de 1891 à 1914*

« Il ne faut pas s'y tromper : le mouvement qui emporte l'Europe continentale hors de ses vieilles questions et de ses vieilles querelles est un mouvement profond, instinctif et durable. »

R. DE CAIX, *BCAF*, 3, 1898, p. 90.

1. *Le Comité de l'Afrique Française (CAF)*
*et son Bulletin (BCAF)*¹

Le CAF fut fondé à la fin de 1890, l'année qui a vu, avec les importants traités franco-britannique et germano-britannique, se généraliser la notion de « sphère d'influence » et qui marque le début du « véritable impérialisme partageur »². Parmi ses membres on peut distinguer *grosso modo* deux groupes, les activistes et, beaucoup plus nombreux, les suiveurs. Dans les premiers, on relève entre autres le président d'Arenberg, Harry Alis, J. Siegfried et, d'une manière générale, tous ceux qui ont participé régulièrement aux réunions du Comité³. Le cas de G. Hanotaux, qui ne fut sans doute coopté que pour faire profiter le CAF du prestige que lui conférait sa réputation d'historien connu, d'ancien ministre et, surtout, d'académicien, est typique pour le deuxième groupe.

* Le présent article est le résumé d'une étude plus complète qui paraîtra ultérieurement, en allemand, sous le titre « Die Haltung des *BCAF* gegenüber Deutschland von 1891 bis 1914 », dans la revue *Francia: Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*. Nous renvoyons à cette étude, notamment pour la documentation de détail qu'il est impossible de reproduire ici.

1. Cf. Henri BRUNSCHWIG, *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français, 1871-1914*, Paris, 1960 ; et C. M. ANDREW and A. S. KANYA-FORSTNER, « The French 'Colonial Party' : its Composition, Aims and Influence, 1885-1914 », *The Historical Journal*, XIV, 1, 1971, pp. 99-128. Nous nous contentons dans ce paragraphe de compléter ces auteurs sur quelques points de détail en renvoyant à leurs ouvrages.

2. Henri BRUNSCHWIG, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, 1971, p. 101.

3. Voir les comptes rendus des séances et les listes de souscription dans le *BCAF*.

Le vrai travail d'organisation fut accompli en premier lieu par une équipe de « fonctionnaires », les secrétaires généraux H. P. de La Martinière, A. Terrier, les secrétaires R. de Caix, E. Vincent, le trésorier A. Templier, etc. Ces fonctionnaires avaient également en charge le *BCAF* où l'on ne trouve que fort rarement des articles écrits par les membres du CAF.

Le *Bulletin*, paraissant mensuellement, comprenait environ 40 pages, tout en s'adjugeant bientôt un supplément « Renseignements coloniaux » qui contenait des articles moins soumis aux actualités du jour. Si au début les auteurs de la grande majorité des articles restaient anonymes, le *BCAF* se « personnalisait » vers 1900, date à partir de laquelle les nombreuses chroniques régulières sont toujours signées : C. Martin (possessions allemandes), A. Meyreuil (possessions anglaises), A. Terrier (AOF, Tchad), E. Payen (économie), Ned Noll¹ (armée), V. Demontès (Algérie), R. Leclerc (Maroc), R. de Caix (éditoriaux), etc. À l'égard du but qu'il s'est fixé, la tendance du *BCAF* apparaît comme étonnamment objective et dépourvue de polémique. Le souci d'informer exactement est manifeste. On trouve avant tout des récits de missions, des articles concernant des questions de géographie et d'ethnologie, de nombreux extraits de débats parlementaires, une importante bibliographie. La grande masse des informations suit tout naturellement les intérêts momentanés du CAF et se déplace avec eux : d'abord au Tchad, à partir de 1894-95 en Égypte et au Soudan, vers 1898 dans le Sahara, pour se fixer à partir de 1902 définitivement au Maroc.

L'intention de diriger et d'influencer la politique française se montre surtout dans les éditoriaux qui commentent, analysent et jugent les grands événements du mois, qui fixent les perspectives d'avenir et formulent les revendications du CAF. L'optique du *BCAF* paraît assez limitée aux choses africaines ; l'illusion de pouvoir séparer politique d'expansion coloniale et grande politique est très marquée, et des événements d'importance mondiale, tels que la guerre russo-japonaise et les crises balkaniques, ne sont même pas mentionnés. Les questions du sens, de l'utilité et de la nécessité de l'expansion coloniale ne sont jamais abordées. Cette expansion présente pour le CAF et le *BCAF* une valeur en soi qui se situe désormais en dehors de toute discussion.

2. *La solidarité entre colonialistes*

Avant tout, il faut souligner la grande solidarité qui unissait les coloniaux du *BCAF* à leurs « collègues » étrangers, indépendamment des constellations de la grande politique. La colonisation et la « civilisation » de l'Afrique sont un devoir qui incombe à toutes les nations européennes sans discrimination. Si l'on souligne évidemment l'« œuvre » française, on reconnaît sans hésitation celle des autres. L'exploration

1. Pseudonyme.

de l'Afrique apparaît comme une compétition sportive. « Nous pouvons, sur le continent noir, être des rivaux ; nous ne devons pas être des ennemis. »¹ Cette solidarité se fait remarquer à la fois vis-à-vis des adversaires en France même et, bien sûr, vis-à-vis des Africains. S'il y a des soulèvements dans les colonies anglaises ou allemandes, on se range, en dépit de toutes les rivalités, toujours du côté des Européens. On s'intéresse vivement à tout ce qui se passe dans les colonies des autres, on se renseigne sur leurs méthodes et techniques, et ceci d'une manière strictement neutre, sans critiquer ou juger.

Il est important de voir que de ce point de vue l'Allemagne est placée exactement sur le même plan que les autres puissances européennes ; d'une certaine façon, les colonialistes allemands ont toujours été pour le *BCAF*, et sont restés des frères d'esprit.

3. *Les années de rivalité bienveillante à l'ombre de l'antagonisme franco-britannique (1891-1897)*

Le CAF a été fondé par réaction contre le traité franco-anglais de 1890 par lequel les colonialistes français s'étaient sentis lésés. Ils prétendaient se défendre contre l'« agressivité » britannique, et c'est pendant de longues années que domine l'antagonisme franco-britannique dans les colonnes du *BCAF*.

La rivalité franco-germanique restait nettement moins virulente. Dans les affaires de la délimitation des colonies du Cameroun, du Congo, du Togo et du Dahomey, il y eut évidemment de multiples accrochages et le *BCAF* surveille étroitement l'activité des diverses missions allemandes, mais c'est moins pour accuser les Allemands que pour exhorter les dirigeants français à renforcer leurs efforts². Le *BCAF* reconnaît le bien-fondé de certaines revendications des Allemands, basées selon lui sur des efforts authentiques, et reste convaincu qu'il sera assez facile de s'arranger avec eux, tandis qu'il accuse violemment les Anglais, leurs prétentions et leur refus de régler les différends³. Il est, en outre, remarquable que le *BCAF* n'essaie jamais d'exploiter les divers scandales qui éclatent dans les colonies allemandes : le procès de Carl Peters, les cas du gouverneur Leist et du chef de plantation F. Schroeder, l'achat d'esclaves pour le Cameroun. Il se contente de relater les faits et s'abstient visiblement d'envenimer le climat par des commentaires désobligeants. Durant cette période, l'Allemagne apparaît comme rivale, mais nullement comme ennemie. On reconnaît ses progrès et on suit son activité avec sympathie, sans oublier pour autant de défendre énergiquement les droits de la France.

1. *BCAF*, 5, 1892, p. 10.

2. *BCAF*, 3, 1891, p. 6 ; 9, 1896, pp. 266-267.

3. *BCAF*, 11, 1894, p. 162 ; 1, 1895, p. 3.

4. *La perspective de l'Entente Continentale (1897-1900)*

S'il était plutôt facile de s'arranger avec les Allemands et si la rivalité avec l'Angleterre devenait de plus en plus aiguë, surtout dans l'affaire d'Égypte, il semblait logique de chercher un front commun franco-allemand pour barrer la route à l'adversaire principal. Le *BCAF* a suivi résolument cette voie.

Une première fois, en 1895, à l'occasion de la protestation contre le traité de Shimonoseki, le *Bulletin* lance l'idée de l'Entente Continentale¹, qu'il reprend constamment à partir de 1897. Il montre la « solidarité incontestable » de la France et de l'Allemagne dans les affaires africaines et demande d'en faire une véritable entente extra-européenne². Plusieurs grands éditoriaux de R. de Caix en 1898 sont absolument clairs sur ce point³ : l'Angleterre seule profite du vieil antagonisme germano-français ; il ne faut pas se laisser empêcher par l'histoire de servir le présent et l'avenir. Chaque occasion est saisie pour prôner cette politique. Fachoda ne change nullement l'avis du *BCAF*. Il faut en tirer la « leçon » qui consiste précisément à opposer cette Entente à la Grande-Bretagne. Caix déplore les occasions manquées, le raid de Jameison en 1896, l'affaire des colonies portugaises en 1898 et proclame que c'est la France, qui avait repoussé les offres allemandes, qui devrait maintenant prendre l'initiative⁴. Mais à la longue on constate et déplore que les vieilles rancunes et « la défiance réciproque incurable »⁵ se révèlent plus fortes que les nécessités de la politique d'expansion ; l'appel devient moins insistant et l'on se résigne — du moins pour le moment.

5. *La période de transition (1900-1905)*

Il reste de tout cela une certaine nostalgie, et le *BCAF* hésite à suivre la politique officielle qui s'oriente vers un arrangement général avec l'Angleterre. L'Allemagne ne semble nullement menaçante : « Le temps est passé où nous étions hypnotisés par la frontière du Rhin. »⁶

L'Entente Cordiale ne paraît donc point représenter un changement profond. On souligne qu'elle ne se dirige contre personne, on la limite au domaine colonial et on refuse toute spéculation sur une alliance contre l'Allemagne. Pour le *BCAF* elle signifie uniquement que la France aura dorénavant en Afrique les mêmes bons rapports avec la Grande-Bretagne que ceux qu'elle entretenait déjà avec l'Allemagne⁷.

Il y a pourtant quelque chose de changé : l'antagonisme franco-

1. *BCAF*, 8, 1895, pp. 235-242.

2. *BCAF*, 5, 1897, pp. 149-150.

3. *BCAF*, 9, 1898, pp. 124-127 ; 9, 1898, pp. 278-281.

4. *BCAF*, 10, 1899, pp. 322-329.

5. *BCAF*, 5, 1900, pp. 189-192.

6. *BCAF*, 5, 1901, p. 174.

7. *BCAF*, 3, 1904, pp. 77-81 ; 5, 1904, pp. 143-144.

anglais ayant disparu, les rivalités germano-françaises se montrent plus nettement. L'évolution est surtout manifeste dans l'affaire du Maroc. Avant, on n'y voyait pas de menace allemande, on ne se méfiait guère. Mais peu à peu on commence à surveiller l'activité croissante des Allemands. Pourtant le *BCAF* ne veut pas croire et ne peut pas comprendre que l'Allemagne ait changé de politique, qu'elle puisse s'opposer désormais à la France ; et si le doute s'est installé en 1905, on se défend encore de croire à la possibilité d'un conflit sérieux.

6. *Sous le signe du conflit marocain (1905-1914)*

La première réaction à l'incident de Tanger frise, par conséquent, la panique ; la deuxième est d'accuser ouvertement le Quai d'Orsay¹. La politique de Delcassé, pour avoir tenu délibérément l'Allemagne à l'écart, est sévèrement critiquée. On comprend un peu la réaction des Allemands et on réserve son jugement jusqu'à ce qu'on voie plus clair dans leurs intentions². Mais on se garde finalement de tirer les conclusions que le comportement des Allemands à la conférence d'Algésiras aurait dû, d'après ce qu'on avait annoncé, imposer. Il est manifeste que le *BCAF* hésite à voir en l'Allemagne l'ennemi principal, à opérer un changement radical de sa politique, et ceci d'autant moins que des divergences avec l'Angleterre persistaient malgré l'Entente Cordiale et qu'il espérait toujours pouvoir compter sur le soutien de l'Allemagne dans certains cas précis.

C'est pourtant le Maroc qui reste, à partir de cette année, déterminant pour l'attitude du *BCAF* à l'égard de l'Allemagne. Chaque changement dans le comportement de cette puissance est minutieusement enregistré dans l'espoir sous-jacent d'arriver à un règlement amiable. L'accord de février 1909 est ainsi salué avec soulagement³, mais l'optimisme s'évanouit vite, le climat se détériore de plus en plus — la polémique qui s'engage autour des attaques allemandes contre la Légion Étrangère est significative — et l'Allemagne prend de plus en plus la place de la rivale la plus dangereuse, justement la place que l'Angleterre avait occupée auparavant.

Cela fait que la crise d'Agadir ne provoque plus aucune surprise ; elle est une crise dans la crise. On s'attendait à cela de la part des Allemands et il n'est plus du tout question de chercher des fautes du côté français⁴. Pourtant, sauf à de très rares exceptions au point culminant de la crise, on ne s'adonne jamais à la polémique. Un pragmatisme froid, raisonné et rationnel domine. Contrairement à ce qui s'était passé en 1906 et 1909, le dénouement de la crise n'est pas accueilli avec optimisme. La méfiance est profondément enracinée et l'antagonisme marocain

1. *BCAF*, 4, 1905, pp. 153-172.

2. *BCAF*, 7, 1905, pp. 267-271.

3. *BCAF*, 2, 1909, pp. 51-56.

4. *BCAF*, 7, 1911, pp. 249-255.

jette son ombre sur toute l'Afrique. Chaque mouvement des Allemands est désormais surveillé, chaque rumeur prise au sérieux. La campagne autour de la Légion s'intensifie, la bibliographie est pleine de livres dénonçant le péril allemand et le *BCAF* soutient vigoureusement la loi des trois ans. On n'exclut plus un conflit armé. Toutefois le *BCAF* ne pousse jamais à la guerre ; il incite souvent à ne pas exagérer le danger et n'exclut point la possibilité d'un changement futur, tel qu'il était survenu en 1904 entre la France et l'Angleterre¹.

7. La guerre de 1870-71 et la question d'Alsace-Lorraine

Le *BCAF* ne pense guère aux provinces perdues ; les événements de 1870-71 sont du passé, de l'histoire. Il se tourne résolument vers le présent et l'avenir². Caix se dit convaincu que l'Europe continentale se dégage de ses vieux antagonismes. Selon lui, les discours du dimanche ne correspondent plus à des émotions sincères ; il va jusqu'à parler de « passions de roman de chez la portière »³. D'après le *BCAF*, les mouvements anti-allemands de 1905 et 1911 ont uniquement pour cause la politique actuelle allemande qui contrecarre les objectifs actuels de la politique française et nullement les anciens souvenirs. Il faut se garder de ranimer ces derniers, ce qui ne rendrait que plus difficile la solution des seuls problèmes qui comptent, ceux de la politique coloniale.

Les conquêtes lointaines ont compensé pour le *BCAF* la perte de l'Alsace-Lorraine. Si Étienne parle bien une fois de l'« horrible blessure de 1870 », ceci reste tout à fait rhétorique ; cette blessure n'empêcherait aucunement les colonialistes du CAF de faire cause commune avec ceux qui l'ont infligée à la France⁴. Le choix est clair : expansion coloniale au lieu de revanche continentale.

*

On ne trouve que relativement peu d'articles dans le *BCAF* qui soient significatifs sur l'évolution de son attitude vis-à-vis de l'Allemagne et on remarque surtout que le ton de la rubrique « Possessions allemandes » ne change pas, qu'il reste toujours objectif et neutre⁵.

Il y a seulement deux périodes où l'intérêt devient exceptionnel : autour de 1898 quand le *BCAF* cherche le soutien de l'Allemagne contre

1. *BCAF*, 5, 1913, pp. 177-178.

2. Surtout *BCAF*, 9, 1898, pp. 278-281.

3. *BCAF*, 10, 1905, p. 364.

4. *BCAF*, suppl. 2, 1902, p. 46.

5. Voici le nombre de « fiches » par année que nous avons établies au cours de nos recherches : 1891 : 6 ; 1892 : 6 ; 1893 : 4 ; 1894 : 8 ; 1895 : 6 ; 1896 : 5 ; 1897 : 11 ; 1898 : 18 ; 1899 : 11 ; 1900 : 10 ; 1901 : 5 ; 1902 : 8 ; 1903 : 6 ; 1904 : 7 ; 1905 : 18 ; 1906 : 8 ; 1907 : 12 ; 1908 : 13 ; 1909 : 5 ; 1910 : 10 ; 1911 : 11 ; 1912 : 7 ; 1913 : 14 ; 1914 : 8. Pour subjective que cette « statistique » puisse paraître, elle recoupe néanmoins nos conclusions.

l'Angleterre et en 1905 au moment de Tanger lorsque l'Allemagne se révèle pour la première fois comme dangereuse pour l'expansion française. Après chaque crise l'intérêt diminue considérablement, en augmentant tout de même au fur et à mesure que la concurrence allemande se précise.

Il n'y a donc pas d'intérêt foncier pour l'Allemagne en tant que telle. Le *BCAF* s'intéresse uniquement à l'expansion coloniale, et ce domaine est seul déterminant pour son attitude : si l'Allemagne n'est pas un obstacle, elle peut devenir un partenaire ; du moment qu'elle se dresse sur le chemin de la France elle devient l'adversaire. Si elle abandonnait son opposition, rien n'empêcherait le rétablissement de très bons rapports. Il n'y a aucune raison, remontant vers le passé, qui y ferait obstacle ; il n'y a pas d'ennemi héréditaire. L'attitude du *BCAF* est pragmatique et rationnelle, subordonnée à un seul objectif : « Nous n'avons jamais eu en vue que la possibilité d'achever notre domaine colonial, qu'elle fût obtenue par un moyen ou par l'autre. »¹

P. GRUPP — *Germany in BCAF, 1891-1914*. The position of *Bulletin du Comité de l'Afrique Française* vis-à-vis Germany and her colonial policy is generally neutral or even well disposed. *BCAF* shows little or no trace of contemporary French obsessions with *la revanche* (recovery of the lost provinces of Alsace and Lorraine). In fact, the journal shows only moderate interest towards German overseas policy, except around 1898, when France is seeking German support against Britain, and 1905, at the time of the tension over Morocco.

1. R. DE CAIX dans *BCAF*, 4, 1904, pp. 107-111.